

Livres pour l'été (5)
Sur le travail productif
Jean-Marie Harribey

21 juillet 2016

<http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/debat-avec-darmangeat.pdf>

<http://jeanmarieharribey.fr/travaux/valeur/debat-avec-darmangeat.pdf>

Livres pour l'été (6) Sur l'allocation universelle

Jean-Marie Harribey

27 juillet 2016

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/07/27/livres-pour-l-ete-6-sur-l-allocation-universelle>

Dans l'immensité des publications portant maintenant sur l'allocation universelle, ou revenu d'existence, ou revenu de base inconditionnel, pour la plupart favorables à cette proposition, qu'elle soit exprimée par des théoriciens se classant à gauche ou par ceux se revendiquant du libéralisme, voire du libéralisme libertarien, il y a un petit livre qui, malgré son format de 85 pages, tranche à la fois par l'étendue de la couverture du débat qu'il propose et par son caractère critique. C'est celui de Mateo Alaluf, *L'allocation universelle, nouveau label de précarité* (Bruxelles-Mons, Couleur livres, 2014). Mateo Alaluf est un sociologue, professeur à la Faculté de philosophie et de sciences sociales de l'Université libre de Bruxelles.

Du capitalisme au capitalisme

L'auteur présente d'abord l'origine de l'idée d'un revenu d'existence, qui se situe moins selon lui chez les penseurs sociaux du XIXe siècle que dans le Collectif Charles Fourier qui, dans les années 1980, conçoit l'allocation universelle comme alternative à la régulation keynésienne. Dès le départ apparaît l'opposition entre revenu inconditionnel et minima sociaux.

Dans un chapitre spécifique, Mateo Alaluf se penche sur les problématiques différentes d'André Gorz et de Robert Castel. Il montre bien qu'André Gorz, tout en étant devenu favorable à ce type de revenu attirait l'attention sur le danger qu'il devienne une formule libérale de type impôt négatif de Friedman. Il pointe aussi la dérive théorique de Gorz, convaincu par la thèse du capitalisme cognitif qui postule que le travail n'est plus la source de la valeur. Au contraire, Robert Castel a soutenu qu'« André Gorz a dérapé » en préconisant un « exode hors de la société de travail ». Et Mateo Alaluf insiste bien sur les critiques communes aux opposants au revenu d'existence : 1) « la subordination du travail au capital est toujours le résultat d'un compromis » ; 2) « le travail est un acte social sanctionnant l'utilité sociale du travailleur qui accède à la sphère publique et se fait reconnaître comme sujet de droit ».

Suivent ensuite deux chapitres dans lequel Mateo Alaluf analyse les antagonismes qui peuvent apparaître entre d'un côté la protection sociale traditionnelle et le revenu d'existence. Aussi radicale qu'elle puisse se présenter, l'idée de Philippe Van Parijs « qu'il est mieux pour les pauvres que l'on donne aux riches » ne fait que rejoindre la thèse libérale du « ruissellement vers le bas » de la richesse et des « inégalités justes ». Ainsi s'expliquent la volonté de « sortir du travail » et l'hostilité longtemps maintenue à la réduction du temps de travail par la plupart des théoriciens du revenu d'existence. L'illusion que le capitalisme conduirait au communisme est en route. Au bout de celle-ci, il y aurait... le capitalisme.

L'intérêt du livre de Mateo Alaluf est qu'il repère bien que, au fond, la question du revenu renvoie au travail parce qu'elle renvoie à la valeur. Dès lors, il peut montrer la vacuité des thèses prétendant fonder le revenu d'existence sur une redistribution des rentes prélevées

sur les richesses naturelles, un peu comme si la nature produisait spontanément une rente... naturelle, en dehors du travail sur ces ressources.

On citera donc deux phrases de conclusion de Mateo Alaluf : « La performance la plus remarquable des partisans de l'allocation universelle réside dans le subterfuge qui place le revenu inconditionnel au centre du dispositif de protection sociale, relègue son financement à la périphérie et escamote son enjeu social ». « En détachant le revenu de base du travail, le revenu inconditionnel contribue à institutionnaliser, selon les termes de Robert Castel, "le précarat". »

C'est bien le retour de la valeur et du travail productif qui est le fond de l'affaire

La question du travail productif est la question lancinante depuis que la théorie économique existe. Je redis encore que ce qui fait la nature productive du travail, c'est sa validation sociale, qui, dans les économies capitalistes modernes, revêt deux formes : par le marché ou par décision politique. Et non pas par le versement d'un revenu monétaire tombant du ciel. On lira à ce propos l'interview de Baptiste Mylondo dans *L'Âge de faire*, n° 110, été, 2016. Baptiste Mylondo a fini par arriver à intégrer la notion de validation sociale que j'explique depuis des années (avant son débat avec moi rapporté dans ce blog, il n'évoquait pas cette notion, voir par exemple son article écrit en 2013 avec Michel Lapesant. Mais, quand l'interviewer, Fabien Ginisty, lui pose la question tout à fait bienvenue : « Mais comment fait-on pour évaluer la valeur d'une partie de cartes ? », il répond qu'elle a une valeur d'usage non nulle qu'il faut évaluer par son coût. C'est une double absurdité puisque, d'une part, quand on va jouer aux cartes avec des amis, cela n'a aucun coût. Et qu'on ne dise pas que les cartes ont un coût, la bière qu'on boit en jouant aussi, etc., car la valeur des cartes est produite par leur producteur et celle de la bière par le brasseur, etc. Ce non-sens ne peut être mis que sur le compte de la pure idéologie, qui, pour justifier un projet normatif, utilise n'importe quel argument : mis devant ses contradictions, Mylondo saute de l'idée de validation sociale que finalement il ne comprend pas à l'idée de coût totalement imaginaire. D'autre part, l'identification automatique de la valeur à la valeur d'usage fait une totale impasse sur l'indispensable reconnaissance collective politique de l'utilité d'une activité pour la société : par définition, l'utilité sociale ne peut être déclarée par chaque individu isolé, sinon comment prendre en compte la crise écologique qui oblige à redéfinir collectivement les modes de production ?

Si l'on veut discuter sérieusement de la question du travail productif qui justifierait le revenu inconditionnel, il vaut mieux regarder ailleurs que dans la partie de belote, par exemple on peut lire l'article de Carlo Vercellone et Jean-Marie Monnier « Le financement du revenu social garanti, approche méthodologique », dans *Mouvements*, n° 1, 2013, p. 44-53. L'idée des auteurs est que le revenu social garanti serait un revenu de type primaire parce que « le travail cognitif est une activité qui, quasiment par essence, se développe tant en amont, c'est-à-dire en dehors de l'horaire officiel de travail que durant l'horaire officiel de travail en traversant l'ensemble des temps sociaux et de vie » (p. 47).

Nul ne niera l'importance du travail intellectuel et donc des connaissances emmagasinées (par les travailleurs !), mais en quoi doit-on en conclure que le travail a cessé d'être la source de la valeur produite ? Première contradiction : le travail disparaît mais il s'élargit. « Une création monétaire perpétuelle, reconduite d'année en année, équivalente à la totalité du montant d'un RSG suffisant, ne serait pas à même d'assurer la stabilité macro-économique de son financement (au risque d'aboutir à terme à une spirale inflationniste) et surtout de l'asseoir sur une véritable transformation du mode de répartition. » (p. 49). Deuxième contradiction : pourquoi y aurait-il inflation puisque une production a, paraît-il, eu lieu ? Les auteurs répondent : « Notre approche du RSG débouche nécessairement sur l'idée selon laquelle il ne peut être compris que comme une nouvelle forme de revenu primaire lié

directement à la production. En tant que tel, c'est la contrepartie d'une activité créatrice de valeur aujourd'hui encore non reconnue, une forme de salaire social. » (p. 51). Autrement dit, il s'agit de la même erreur que celle de Mylondo : la validation sociale viendrait d'un versement de monnaie. Patatras : la validation sociale des activités non marchandes qui auront une expression monétaire est une décision de type politique portant sur les activités et non sur le versement de monnaie, sinon il s'agit d'un simple transfert social et non pas d'un revenu primaire.

Livres pour l'été (7) **Sur la Révolution française**

Jean-Marie Harribey

5 septembre 2016

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2016/09/05/livres-pour-l-ete-7-sur-la-revolution-francaise>

L'historien marxiste britannique Eric Hobsbawm (1917-2012) a publié en 1990 un petit ouvrage rassemblant des conférences qu'il avait données au moment du bicentenaire de la Révolution française. Ce recueil traduit en français sous le titre *Aux armes, historiens, Deux siècles d'histoire de la Révolution française* (La Découverte, 2007) a été réédité dans la collection *Pluriel* (Fayard, 2014).

En 1989, La France célèbre le 200^e anniversaire de sa révolution, le mur de Berlin ne va pas tarder à s'écrouler, et depuis plusieurs années, quelques historiens emmenés par François Furet « révisent » l'histoire, entre autres celle de la signification de la Révolution française. La tradition de l'historiographie de 1789, venant notamment de Jules Michelet, Albert Soboul, Jean Jaurès, Georges Lefebvre, voulait que cette révolution fût une révolution bourgeoise, au sens où elle avait mis fin à l'ordre féodal, au pouvoir monarchique et de droit divin, et imposé, après beaucoup de rebondissements, la République et la démocratie au cours du XIX^e siècle. À l'époque du bicentenaire, les « révisionnistes » récuserent cette vision, jugée trop marxisante car surévaluant les causes économiques et sociales et jugèrent même que cette révolution avait été inutile et, de plus, marquée par une tache indélébile, la Terreur, préfigurant les catastrophes politiques du XX^e siècle.

Hobsbawm entreprit une réfutation indirecte de cette « révision » en analysant comment la Révolution française fut reçue et interprétée pendant les deux siècles qui l'ont suivie. En quatre chapitres très denses, on découvre ou redécouvre que 1789 fut un événement de portée considérable, dépassant largement le cadre français parce qu'il avait ouvert pour tous les peuples un horizon d'émancipation.

Pour Hobsbawm, toutes les querelles d'interprétation tournent essentiellement autour du rôle joué par les Jacobins. Pour lui, ces derniers firent faire un saut à la Révolution. De 1789 à 1792, la prise de La Bastille, l'abolition des privilèges, l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, l'Assemblée constituante qui entreprend les réformes administrative et instaure la liberté économique, sont les événements les plus marquants mais se soldent en 1792 par l'échec de la tentative de monarchie constitutionnelle. Le 21 septembre 1792, la Première République est proclamée. L'année 1793 est marquée par une sévère bataille politique entre Girondins et Montagnards et par l'agression extérieure venant des grandes monarchies européennes. S'ouvre alors la période dite de la Terreur jusqu'au 9 Thermidor qui vit la chute de Robespierre, après laquelle la révolution bourgeoise s'installa véritablement.

L'intérêt de l'analyse d'Hobsbawm est de montrer que ce fut bien une révolution de type bourgeois, bien qu'une classe bourgeoise n'existât pas en tant que telle en 1789 : « Nous devons découvrir pourquoi la Révolution française fut une révolution bourgeoise en dépit du fait que personne n'avait l'intention qu'elle le soit. » (p. 22). « La bourgeoisie naissante était limitée par ce que Gramsci aurait appelé sa *subalternité* et que Guizot définissait comme "la prodigieuse timidité d'esprit des bourgeois, leur humilité, l'excessive modestie de leurs prétentions quant au gouvernement de leur pays, la facilité avec laquelle ils se contentent". En

bref, la bourgeoisie était lente à revendiquer son droit à gouverner, à montrer ce que Guizot appelle "cet esprit vraiment politique qui aspire à influencer, à réformer, à gouverner". C'était par conséquent ce qu'il fallait réclamer. En 1829, sous le gouvernement réactionnaire de Charles X, qui allait être renversé par une vraie révolution bourgeoise, il était impossible de s'exprimer plus clairement depuis une chaire universitaire. » (p. 24).

Et Hobsbawm de souligner que cette interprétation mettant en avant la progressive ascension politique de la bourgeoisie fut, dès le début du XIX^e siècle, celle des penseurs libéraux eux-mêmes, de Guizot à Tocqueville. Selon lui, la courte période de 1793-1794 marquant la domination des révolutionnaires « durs » sur les « modérés » doit être comprise comme celle pendant laquelle les acquis de la révolution libérale ne purent être conservés et affermis contre la guerre civile et l'intervention étrangère que par l'intervention populaire.

On saisit mieux alors pourquoi la Révolution française fut une référence pour les bolcheviks en Russie. Hobsbawm consacre tout un chapitre à analyser pourquoi « à l'évidence, les bolcheviks de 1917 étaient les jacobins d'alors. Cela n'était pas sans poser de problèmes aux adversaires de Lénine qui entendaient l'attaquer sur sa gauche, car une fois la révolution lancée, les jacobins étaient difficilement critiquables. N'étaient-ils pas en effet les révolutionnaires les plus efficaces et les plus cohérents, les "sauveurs de la France" ? En outre, ils étaient difficilement identifiables à l'extrémisme comme tel, car Robespierre et le Comité de salut public s'étaient opposés à la fois aux adversaires issus de leur droite et à ceux de leur gauche. » (p. 63). Cependant Hobsbawm pointe les limites de ce rapprochement, comme l'avait déjà fait Kautzky : « Néanmoins, malgré leur proximité de départ avec les jacobins, les bolcheviks se sont comportés plutôt différemment : il se sont révélés être de vrais bonapartistes, des contre-révolutionnaires si l'on peut dire. » (p. 63).

Entre-temps, la France avait déjà célébré le premier centenaire de sa révolution en 1889, non sans débats. « Le principal débat soulevé par le centenaire ne porta pas sur la monarchie mais sur la démocratie. Celle-ci n'était-elle pas un moindre mal, plutôt que la Terreur ou la proscription (c'est-à-dire la persécution des opposants), ou même le plus terrible cauchemar de la société bourgeoise du XIX^e siècle : la confiscation de la propriété privée ? La France avait finalement décidé d'être une république démocratique dans les années 1870. » (p. 82). Pourtant, « même si le centenaire officiel évitait soigneusement de rappeler les dates les plus controversées après la proclamation de la République, le 21 septembre 1792, et se concentrait – comme l'a fait le bicentenaire – sur les trois premiers mois de la Révolution, il n'en a rien rejeté. [...] Le jacobinisme était la partie la plus délicate de la Révolution et, en 1889, il était synonyme de démocratie. [...] Il y a une grande différence entre le premier et le second centenaire. Malgré le débat sur la démocratie, personne de la gauche libérale ne voyait la Révolution autrement que comme un événement historique majeur, porteur de transformations capitales jugées globalement positives. » (p. 83).

Alors pourquoi dans le dernier quart du XX^e siècle les thèses révisionnistes ont-elles mordu sur l'interprétation traditionnelle ? Plusieurs facteurs peuvent l'expliquer. D'abord, on est dans la phase où le recul du marxisme officiel est au plus haut. Et les révisionnistes arguent que si l'interprétation traditionnelle était juste, on aurait dû voir l'économie française et surtout son industrie faire un bond en avant après la « révolution bourgeoise » ; or, le démarrage industriel fut lent et plus tardif dans le XIX^e siècle. Au contraire, Hobsbawm approuve la thèse de Soboul qui soulignait que la grande masse des paysans avait soutenu la révolution par le fait qu'ils accédaient à la propriété de la terre ; la France avait donc été ensuite pendant longtemps une France rurale, sans que cela démente le caractère bourgeois de la révolution donné par le droit de propriété.

Finalement, la controverse qui a agité le bicentenaire de la Révolution est jugée par Hobsbawm plus idéologique et politique que scientifique. Hobsbawm voit dans l'offensive contre 1789 un coup dirigé en fait contre 1917. « C'est une ironie de l'histoire qu'elle s'en

prenne ainsi [...] à l'interprétation de la Révolution qui fut élaborée et popularisée dans sa forme première par l'école du libéralisme modéré, dont les révisionnistes se considèrent comme les héritiers. » (p. 108). Et Hobsbawm pointe ironiquement : « Dans la France de 1989, ce n'était pas l'état du pays qui était explosif, mais les passions animant ses intellectuels, particulièrement ceux qui avaient acquis au sein des médias d'opinion une prééminence hors du commun. L'attaque révisionniste contre la Révolution reflète davantage un règlement de comptes sur la rive gauche de Paris que la peur d'un soulèvement social. Cette confrontation fait principalement intervenir le passé des acteurs, à savoir le rapport qu'ils ont entretenu avec le marxisme, qui fut, comme l'a remarqué Raymond Aron, la base des modes idéologiques qui ont dominé la scène intellectuelle parisienne durant les trente années qui ont suivi la Libération. » (p. 110).

En conclusion, Hobsbawm tire sans hésitation le bilan deux siècles de discussion : « La Révolution française fut un ensemble d'événements suffisamment puissant pour transformer le monde de façon radicalement *permanente*, pour avoir introduit ou du moins nommé des forces qui continuent de le changer. » (p. 122).

L'édition 2014 de son livre présente en annexe un texte de Gramsci, tiré de ses *Cahiers de prison*, dans lequel celui-ci revient sur le rôle des jacobins : « Les jacobins ont conquis leur fonction de parti dirigeant par une lutte sans quartier. En fait, ils se sont "imposés" à la bourgeoisie française, en l'amenant sur des positions bien plus avancées que celles qu'aurait voulu "spontanément" occuper les noyaux bourgeois les plus forts initialement ; bien plus avancées même que ne pouvaient le permettre les conditions historiques, d'où les retours en arrière et la fonction de Napoléon I^{er}. » (p. 126).

Le mot de la fin revient à Hobsbawm dans une *Postface inédite* à l'édition de 2014 : « Comme le fait remarquer Jay Smith, la "révolution furétienne" dans sa forme extrême – incluant à la fois le rejet total des facteurs socioéconomiques et le déni de la portée historique de l'événement et de ses réalisations – est aujourd'hui terminée. » (p. 131).